

Ces obligations comportent un aspect utilitaire assez différent de celui des obligations ordinaires de l'État. Certaine activité économique au pays pourrait rendre souhaitable le lancement d'une émission assez importante d'obligations d'épargne de l'État afin d'éponger le pouvoir d'achat, de ralentir ou de calmer l'activité économique. Une telle émission d'obligations se révélerait sans doute utile pendant assez longtemps à l'avenir.

M. Schreyer: Puis-je poser une question au député?

M. Olson: Oui.

M. Schreyer: J'essaie de me rallier à l'idée du député, mais j'aimerais savoir s'il précise que la comptabilité du gouvernement fédéral se divise en compte courant et en budget d'équipement, que les exigences soient contrebalancées par une hausse équivalente du revenu sous forme d'impôts et que la Banque du Canada subviene aux besoins en capitaux en achetant les valeurs du gouvernement? Je ne puis vraiment m'imaginer l'efficacité de la méthode, car les gens ayant des fonds à prêter se trouveraient réduits à acheter des obligations sur le marché privé. Cela ne tendrait-il pas à peser lourdement sur les coûts?

M. Olson: On voit tout de suite que le député avait assez bien compris ce que je voulais dire. Bien entendu, il y aura une longue période de transition avant que le ministre des Finances soit en mesure d'exiger de la Banque du Canada qu'elle s'occupe de toutes les immobilisations. Je ne crains nullement l'apparition d'un facteur de hausse des coûts sur le marché privé, en admettant que tous les capitaux privés doivent être investis sur ce marché. Un des facteurs de hausse des taux d'intérêt, que l'on aurait d'ailleurs pu éviter, est le fait que le gouvernement a fait à nouveau constamment appel aux capitaux du marché privé pour de très forts montants. Il aurait pu l'éviter; en effet l'intérêt de ces capitaux privés aurait pu être canalisé vers le marché privé, encourageant l'expansion de l'industrie et du commerce. Je ne conçois pas la possibilité au Canada de longues périodes de temps pendant lesquelles les capitaux privés disponibles seraient plus importants que ce que le marché privé peut et désire absorber pour les utiliser à l'avantage du pays tout entier.

• (6.40 p.m.)

Ceux qui essaient d'emprunter de l'argent sur le marché privé y trouveraient assurément un avantage, même aujourd'hui, si le gouvernement fédéral ne leur faisait pas concurrence.

Encore une fois, je répondrai au député qu'il a saisi ce que je tente de dire. Évidemment, cela ne peut se faire du jour au lendemain, mais à la longue on en retirerait des avantages, je pense. En terminant, monsieur le président, j'aimerais parler d'une autre chose qui me préoccupe. Il en a déjà été question. Il s'agit des prévisions de dépenses dont la chambre a été saisie aujourd'hui, pour l'année financière se terminant le 31 mars 1968...

M. le président: A l'ordre. Je dois informer le représentant de Medicine Hat que son temps de parole est expiré.

Des voix: Continuez.

M. Olson: Monsieur le président, je ne retiendrai pas plus longtemps le comité, car l'étude de cette question prendrait probablement cinq ou dix minutes. Je profiterai d'une autre occasion pour faire valoir mon point de vue.

[Français]

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur, lors de mon exposé de tout à l'heure, je n'ai eu que le temps d'expliquer un seul point et je voudrais simplement le résumer. C'est que, à l'heure actuelle, notre ministre des Finances conçoit notre système monétaire comme une question de flair, comme une question de jugement et non pas comme une question scientifique, comme un problème scientifique, comme un domaine scientifique.

Il dira: Cela dépend de notre flair, cela dépend de nos sentiments et là, il n'en est pas sûr; peut-être que, jusqu'à un certain point, cela peut rester une question de jugement. En tout cas, ce n'est pas certain, car je crois que, jusqu'à un certain point, cela demeure une question de jugement, mais sûrement pas une question de flair et une question de sentiment.

Quant à nous, monsieur le président, nous disons que notre système monétaire doit être un système organisé scientifiquement, d'une façon réaliste qui fait correspondre mathématiquement les possibilités et les richesses du pays aux possibilités que le peuple doit avoir de se procurer ces richesses et cette production du Canada.

Monsieur le président, au cours des questions que je posais au ministre des Finances, il y avait celle-ci, entre autres, que l'on retrouve au milieu de la page 3000, troisième avant-dernier paragraphe du fascicule 43, et je cite:

Comment pouvez-vous être satisfait du volume d'argent en circulation quand ces gens n'ont pas assez d'argent pour acheter ce pour quoi ils ont travaillé et pour quoi ils doivent emprunter alors qu'ils le produisent.